

Elle ne pourra outrepasser ce terme, sous quelque prétexte que ce soit.

ARTICLE 17.

La commission aura le droit de demander au Sénat, durant sa gestion, non seulement tous les éclaircisemens par écrit, dont elle pourrait avoir besoin, mais aussi, pour accélérer la marche des affaires, la délégation de ceux des fonctionnaires publics, qui seraient à même de donner *brevis manu* et de vive voix les renseignemens nécessaires.

ARTICLE 18.

Après avoir reçu les comptes, accompagnés du protocole d'observations, le Sénat établira sans délai un comité, qui aura à s'occuper de l'examen de ces pièces, et à régulariser ceux des comptes, à l'égard desquels les observations de la commission seraient reconnues fondées.